



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**31 Décembre 2010**

**31 دجنبر 2010**

## تدشين المكتب الجهوي الإداري للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالحسيمة

الفردية والجماعية المرتبطة بحقوق الإنسان، وإبداء الرأي في هذا الشأن للمجلس. كما يناط بالمكتب تنمية علاقات التعاون بين مختلف المتدخلين المحليين المعنيين بحماية حقوق الإنسان، وتتبع وتسهل تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة على المستوى الجهوي في ما يتعلق بالتعويضات الفردية، والتغطية الصحية وجبر الضرر الجماعي، والقيام بالتحريات والأبحاث، وإعداد تقرير دوري حول وضعية حقوق الإنسان بالجهتين. وفي كلمة له بالمناسبة، ذكر حرزني بأن افتتاح المكاتب الجهوية للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، يندرج في إطار سياسية القرب التي ينفجها المجلس ودعم الجهوية واللامركزية، وتعزيز عمل المجلس على المستوى المحلي وضمان سهولة الولوج لخدماته ولثقافة وقيم حقوق الإنسان، مشيراً إلى أن المجلس يتجه نحو بلورة استراتيجية تهتم بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، دون إغفال اشتغاله على الحقوق المدنية والسياسية.

الحسيمة (و م ع) - جرى، يوم الاثنين الماضي، بمدينة الحسيمة، تدشين المكتب الجهوي الإداري للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذي يغطي جهتي تازة- الحسيمة تاوانات، وطنجة- تطوان. ويعد هذا المكتب الجهوي، الذي أشرف على افتتاحه رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أحمد حرزني، ووالي جهة تازة- الحسيمة- تاوانات، عامل إقليم الحسيمة، محمد الحافي، والوفد المرافق لهما، السابع من نوعه بعد مكاتب العيون، ووجدة، وإكادير، وميدلت، وورزازات، وبني ملال. ومن مهام هذا المكتب استقبال وتوجيه المواطنين والنهوض بثقافة حقوق الإنسان، ونشر الآليات الحقوقية الوطنية والدولية وتنظيم الأنشطة الإشعاعية والدورات التكوينية والنهوض بمجال التربية على حقوق الإنسان، وبلورة برامج للنهوض بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية ناخذ بعين الاعتبار الخصوصيات المحلية، ودراسة الشكايات

Création de l'IER par Dahir le **samedi 10 avril 2004**

# Un modèle spécifique marocain de la transition démocratique

L'Instance Equité et Réconciliation (IER) a vu le jour le 7 janvier 2004. Les statuts de l'IER ont été adoptés le 10 avril 2004 par Dahir royal. Une première dans le Monde arabe et un pas décisif vers l'aboutissement du processus de la transition démocratique du Maroc.

**Amine Harmach**  
aharmach@aujourd'hui.ma

**L**e 7 janvier 2004 est une date clé dans le processus de consolidation des droits de l'Homme au Royaume vers l'aboutissement du processus de la transition démocratique du Maroc. Ce jour-là, l'Instance Equité et Réconciliation (IER) a vu le jour. Une première dans le Monde arabe où jamais un régime n'avait initié la création d'une commission chargée d'examiner les exactions commises par l'Etat et donner publiquement la parole aux victimes. *« Concrétisant Notre ferme volonté Royale d'aller toujours de l'avant dans la promotion des droits de l'Homme, dans la pratique et en tant que culture, nous voilà aujourd'hui, procédant à l'installation de la Commission Equité et Réconciliation, et posant ainsi le dernier jalon sur un parcours devant conduire à la clôture définitive d'un dossier épineux, au terme d'un processus entamé au début des années 1990 et dont l'affermissement a fait l'objet de la toute première décision que Nous ayons prise au lendemain de Notre intronisation »*. C'est en ces termes que SM le Roi Mohammed VI, lors de son discours prononcé le 7 janvier 2004 à Agadir, a donné naissance à l'Instance Equité et Réconciliation (IER), nommant à sa tête le secrétaire général du CCDH feu Driss Benzekri, président de l'IER lui-même ancien détenu politique. L'objectif de cette instance était d'établir la vérité sur les graves atteintes aux droits de l'Homme de 1956 à 1999. L'opinion publique et organisations nationales et internationales de défense des droits de l'Homme ont salué la clairvoyance et le courage du Souverain qui a tenu à ce que les Marocains regardent

leur passé en face pour mieux se projeter dans l'avenir. Ainsi, c'est tout un modèle spécifique marocain qui est érigé consolidé dès l'accession au Trône de SM le Roi Mohammed VI (23 juillet 1999), par la continuité de l'Etat dans sa forme de

*L'opinion publique a salué la clairvoyance et le courage du Souverain qui a tenu à ce que les Marocains regardent leur passé en face pour mieux se projeter dans l'avenir.*

«Monarchie constitutionnelle démocratique», garante des droits et libertés individuelles et collectives et de leur exercice effectif. Un modèle et une démarche préparés auparavant par la grâce accordée aux prisonniers politiques et la régularisation de leurs situations professionnelle

et administrative, le retour des exilés et l'indemnisation des victimes d'arrestations arbitraires, des disparitions forcées et la recherche de leur devenir. Ainsi en un peu plus d'un an, l'IER, a recueilli et examiné plus de 24.000 dossiers individuels de demandes de réparation. Les auditions publiques des victimes des violations des droits de l'Homme sont les événements marquants de son mandat. Au total, elle a organisé sept séances d'auditions publiques, retransmises en direct sur la première chaîne marocaine, dans différentes régions du pays, comme Casablanca, Figuig, Errachidia, Khénifra et Marrakech. Des moments forts en émotion. Les victimes des violations relatent les événements d'une période de grande importance dans l'histoire contemporaine du Maroc, marquée par l'oppression politique. Le 30 novembre 2005, son rapport final est présenté à SM le Roi. Le président de l'IER et son équipe ont accompli une action historique et inestimable saluée

## Recommandations de l'IER

Des recommandations importantes ont été faites par l'IER pour que les violations graves ne se répètent plus. Il s'agit essentiellement, selon l'Instance, du renforcement de la protection constitutionnelle des droits humains (notamment par la stipulation, au niveau constitutionnel, de la priorité des conventions internationales sur la législation interne), de la ratification d'un certain nombre de conventions (deuxième protocole facultatif, annexe au Pacte sur les droits civils et politiques concernant l'abrogation de la peine de mort, convention de Rome relative à l'adhésion à la Cour pénale internationale), et de la levée des réserves sur les conventions

ratifiées – cas notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination (CEDAW), du renforcement de l'arsenal juridique en faveur de libertés individuelles et collectives, de la pénalisation des violations graves des droits humains, de la mise en place d'une stratégie de lutte contre l'impunité. *«Ce qui implique une remise à niveau de la politique et de la législation pénale, qui rend la justice marocaine indépendante, avec une bonne gouvernance dans le domaine sécuritaire et la promotion des droits humains, à travers l'éducation et la sensibilisation»*, selon l'Instance.

aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le rapport révèle que l'IER a confirmé au moins 9.779 cas d'atteintes aux droits de l'Homme allant des violences en détention aux exécutions extrajudiciaires, en passant par les «disparitions forcées», les «exils forcés» ou les sévices sexuels. Les auteurs de l'enquête notent que les décès en détention ont diminué à mesure que le Maroc évoluait vers une plus grande tolérance envers les dissidents à la fin des années 1990, avant le décès du Roi Hassan II en 1999. Le montant de l'indemnisation de l'IER s'est élevé au total à 1 567 millions de dirhams. S'agissant du nombre de victimes bénéficiaires de l'insertion sociale, (814 cas selon le CCDH) et du règlement de la situation administrative (502 cas). Mais la recommandation (voir ci-dessous) de l'IER donne de l'importance à la réparation collective et communautaire.

Le 6 janvier 2006, Sa Majesté le Roi Mohammed VI reçoit des victimes, de l'IER et plusieurs dignitaires de l'État, des responsables de partis politiques et d'organisations représentatives de la société civile pour annoncer la validation des travaux de l'IER et demander au CCDH – avec la collaboration de toutes les autorités publiques – de mettre en œuvre les recommandations.

Driss Benzekri est décédé le dimanche 20 mai 2007 des suites d'une longue maladie à l'âge de 56 ans. Le 1er juin 2007, Ahmed Herzenni est nommé par SM le Roi Mohammed VI président du CCDH. ■

## DROITS DE L'HOMME

### Un nouveau pas est franchi

Après la publication en 2010 du rapport spécial sur les recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), le Royaume, à travers le CCDH, a ouvert le chantier relatif aux droits civils, économiques, sociaux et culturels.

Abdelwahed Rmiche

L'année qui s'achève a marqué un tournant majeur dans le processus d'édification démocratique au Maroc. Car, c'est au tout début de 2010 que le CCDH a publié le rapport spécial relatif au suivi des recommandations de l'IER. En matière de réparation individuelle, ce rapport indique que le nombre des dossiers traités par l'IER a atteint 18 4757, dont 8441 indemnisations matérielles. Parmi les 18 4757 dossiers traités, on trouve également 4361 dossiers jugés hors compétence, 1079 rejetés, 3188 révisions des décisions d'arbitrage rendues par la commission indépendante d'indemnisation, 293 victimes des violations du polsario, 406 dossiers classés en attendant le complément des

documents et 689 dossiers objet d'investigations. Pour ce qui est de la mise en œuvre des recommandations relatives à l'intégration des victimes dans le système de couverture médicale de base, la coopération entre le CCDH et le gouvernement a été couronnée par l'adoption d'une proposition permettant aux victimes de bénéficier de l'AMO. Dans ce cadre, le CCDH a traité 5011 dossiers et œuvre actuellement à la distribution de 3605 cartes d'adhésion aux bénéficiaires.

Concernant la réparation communautaire qui vise à réparer les préjudices collectifs subis par des régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme, le rapport sur le suivi des recommandations de l'IER

souligne que 11 sites ont été identifiés et bénéficié de programmes de réhabilitation économique, sociale et culturelle. Il s'agit des sites de Figuig, Tantan, Zagora, Errachidia, Ouarzazate, Azilal, Khémisset, Al-Hoceima, Nador, Khénifra, Hay Mohammadi (Casablanca).

Le 20 décembre dernier, le CCDH a franchi un nouveau pas vers l'apurement définitif du passif des violations passées des droits de l'Homme. Ce jour-là, le conseil a rendu publics les annexes du rapport de suivi des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation. Ces annexes concernent les cas de disparitions forcées, la réparation individuelle et le bilan du travail du Conseil dans les domaines des réformes

juridiques et institutionnelles.

Fort de ces acquis, le CCDH s'est attelé à consolider la culture des droits de l'Homme. C'est dans ce cadre que le Royaume s'est doté, en 2010, d'un Plan d'action national en matière de démocratie

et droits de l'Homme (PANDDH). Une avancée d'autant plus significative qu'elle permet au Maroc de se conformer à l'une des plus importantes recommandations de la Conférence de Vienne tenue en 1993. ♦

### Les axes du PANDDH

Le PANDDH repose sur quatre axes. Le premier axe concerne la gouvernance et la démocratie. Le second a trait aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. La protection et la promotion des droits catégoriels constituent le troisième axe du plan. Le dernier axe se rapporte aux volets juridique et institutionnel. Il s'agit là notamment du renforcement des garanties constitutionnelles des droits de l'Homme. La réforme de la justice figure en bonne place parmi les priorités de cet axe qui recommande en particulier le renforcement de la protection juridique des droits des femmes, la protection de la liberté d'expression, le renforcement et la protection du droit au rassemblement et à la manifestation ainsi que la préservation des archives.

## اختلالات في أكبر مشروع لجبر الضرر الجماعي في مدينة تطير

التقرير وراء صدور قرار من السلطات، يدعو إلى تشييد بناية جديدة على أنقاض البناية الحالية التي لم تكتمل، لكن هذا القرار لم يتم تنفيذه بعد.

وسبق لهذه الاختلالات أن «فجرت» نزاعاً بين عائلات من يعرفون بـ«ضحايا سنوات الرصاص» في المنطقة وبين المسؤولين عن هذا المشروع، الذي تم تمويله في إطار اتفاقية موقعة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير من جهة، وبين جمعية سيدي محمد بن عبد الله، من جهة أخرى. وفي شهر ماي الماضي، تمخضت تدخلات مسؤولين في المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان عن تشكيل لجنة مشتركة لمتابعة شؤون هذا المركب أسندت رئاستها لعامل الإقليم، لكن الأزمة بين الضحايا والمسؤولين عن المشروع زادت حدتها بظهور اختلالات أخرى جديدة، وطالبت عائلات «ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان»، في مراسلة موجهة إلى عامل الإقليم بتاريخ 10 أكتوبر، باسترداد «كل ما تم صرفه» في المشروع وبإيفاد لجنة تحقيق وتحديد المسؤوليات وإعمال القانون، تماشياً وفلسفة جبر الضرر الجماعي، المبينة على الشفافية والحكامة الجيدة.



فاس  
لحسن والتيعام

رمى تقرير خبرة صادر عن مختبر «LPEE»، بـ«فضيحة» اختلالات شهدتها بناية إحدى أهم المركبات السوسيو ثقافية في إحدى الجماعات القروية التابعة لمدينة تطير، في وجه المكلفين بملف ما يعرف بـ«جبر الضرر الجماعي» والموجهة لفائدة المناطق التي تأثرت سلباً بانعكاسات ما أصبح يسمى «سنوات الرصاص» في المغرب، وأوصى بهدمه لأنه يشكل خطراً ولا تنطبق عليه المعايير المطلوبة. وأحصى هذا التقرير، الذي حصلت «المساء» على نسخة منه، عدة اختلالات عرفت مراحل بناء هذه المؤسسة التي شيدت في دوار «تيزكي»، وهو الدوار الذي ينتمي إليه عدد من رموز «الاختيار الثوري» الذي تزعمه الاتحادي الراحل محمد الفقيه البصري، ومنهم المرجوم حمو عبد العليم، المعروف بـ«أوباعالي»، وهو أحد الذين فرّوا إلى الجزائر، بعد أحداث 1973 في كل من تطير وكوليمة وإملشيل ومولاي بوعزة، وعادوا -بعفو ملكي- في نهاية تسعينيات القرن الماضي، رفقة مجموعة عبد الرحمان اليوسفي، الاتحادي والوزير

الأول الأسبق. وقد خلص هذا التقرير، الذي عرضت نتائجه في «اجتماع طارئ» في مقر عمالة تطير يوم 20 شتنبر الماضي، إلى أن بناية «جبر الضرر الجماعي» في المنطقة بعيدة عن الاستجابة لشروط الاستعمال وللمعايير المطلوبة في البناء. وأوضح جدول مرفق بالتقرير أن أغلب المواصفات المطلوبة في مثل هذه البنايات لم تحترم في المشروع. وكان هذا

## عائلة البعقلي تطالب بتنفيذ توصيات الإنصاف والمصالحة

طالبت وزير الداخلية بالتدخل لدى عامل تمارة للإسراع بإرسال المحضر الذي يتضمن مطالب ذوي حقوق الضحية

طالبت أسرة وذوي حقوق مجهول المرتبطة بأسرة المختطف مجهول

المرتبطة بأسرة المختطف مجهول المصير محمد بن الطاهر البعقلي، والخاصة بالإدماج الاجتماعي لبعض أفراد أسرته الواردة في المقرر التحكيمي الصادر عن هيئة الإنصاف والمصالحة لكل من ابنه سعيد البعقلي وابنته أمينة البعقلي باعتبار أن أباهما من ضحايا سنوات الرصاص بالمغرب.

وأضافت الرسالة أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان سبق له باعتباره الجهة التي أوكل لها تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، أن أخبر ممثلي المنظمات الحقوقية الوطنية بقرار الحكومة إنشاء لجان إقليمية عهد إليها بالنظر في طلبات الإدماج الاجتماعي لضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وسارعت العديد من العمالات والأقاليم إلى تنفيذ هذا القرار الصادر عن الحكومة وعقد الاجتماعات بحضور المعنيين بالأمر، وإيفاد محاضر تتضمن توصيات بمطالب الضحايا أو ذوي

طالبت أسرة وذوي حقوق مجهول المصير محمد بن الطاهر البعقلي وزير الداخلية بالتدخل لتنفيذ القرار الحكومي المنفذ لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة حول تعويض ذوي حقوق المختطفين وجبر الضرر الجماعي.

وفي سياق ذلك، وجه المكتب المركزي للعصبة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان رسالة إلى وزير الداخلية لمطالته بالتدخل العاجل لإلزام عامل الصخيرات تمارة بالإسراع في تنفيذ القرار الحكومي و إرسال المحضر الذي يتضمن توصيات بمطالب ذوي حقوق الضحية محمد بن الطاهر البعقلي كما عبر عنها كل من ابنه سعيد وابنته أمينة إلى الجهات المعنية.

وأوضحت الرسالة التي تتوفّر الصباح على نسخة منها "يؤسفني أن أكتب لسيادتكم باسم المكتب المركزي للعصبة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان بخصوص القضية

الجماعي.

وناقشت اللجنة نقطتين رئيسيتين تتمثل الأولى بمستوى تقدم المشاريع الجاري إنجازها وعرض توصيات تقرير التقييم المرحلي الذي تم إنجازه أخيرا حول البرنامج.

وأوضح أحمد حرزني رئيس اللجنة أنه وفي إطار برنامج جبر الضرر الجماعي، تم وضع الأسس لسياسة تهم الولوج إلى الحقوق الاقتصادية والاجتماعية من خلال أنشطة منتظمة من قبيل القافلة الطبية لدعم الوضع الصحي بمناطق جبر الضرر الجماعي تم إطلاق المجموعة الثانية لمشاريع برنامج جبر الضرر الجماعي في يونيو الماضي همت نحو خمسين مشروعا جديدا يوجدون اليوم قيد الإنجاز ويشملون المحاور الستة للبرنامج: حفظ الذاكرة، تعزيز قدرات الفاعلين المحليين، الأنشطة المدرة للدخل، إدماج النساء والأطفال، البنيات التحتية الأساسية.

إسماعيل رويحي

حقوقهم إلى المسؤولين المركزيين، لكن للأسف الشديد ما زال مسؤولو عمالة الصخيرات تمارة يماطلون في تنفيذ التعليمات الصادرة عن الدوائر العليا لتسوية جزء من تركة ماضي الانتهاكات المرتبطة بقضية محمد بن الطاهر البعقلي.

وفي سياق متصل، كانت لجنة الإشراف على تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي عقدت اجتماعها الثامن الشهر الماضي بمقر المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان.

وتتألف من رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وممثلين عن وزارة الداخلية ووزارة الاقتصاد والمالية، والتنسيقية الوطنية للمبادرة الوطنية للتنمية البشرية، و مندوبية الاتحاد الأوربي، ومؤسسة صندوق الإيداع والتدبير، وصندوق الأمم المتحدة الإنمائي للمرأة (يونيفم)، واللجنة الوطنية لتتبع برنامج جبر الضرر الجماعي وممثلين عن مجلس التنسيق المحلي لجبر الضرر